

Dimitris Avramopoulos

«Les Etats membres n'ont pas appris à coopérer»

Pour le «ministre» de l'Intérieur européen, il est temps, pour les Européens, de passer des paroles aux actes.

INTERVIEW
FRÉDÉRIC ROHART

Le «ministre européen de l'Intérieur» Dimitris Avramopoulos est arrivé en colère à la réunion exceptionnelle des ministres européens, hier. Lui qui estime que tout est sur la grande table européenne pour combattre le terrorisme, s'en prend à la lenteur de certains rouages de la machine européenne – du Parlement aux Etats membres – dans la lutte contre le terrorisme. Mais ressort rassuré de la réunion des ministres: tout le monde est déterminé à avancer...

Où étiez-vous au moment des attaques?
J'étais en chemin vers le bureau, je ne vis pas loin du Berlaymont, quand soudain la police a bloqué la route. C'est à ce moment que j'ai reçu un message de mes services m'indiquant qu'une explosion avait eu lieu à l'aéroport. Je suis sorti de ma voiture, j'ai poursuivi depuis Montgomery à pied. Et avant que j'arrive au Berlaymont l'explosion du métro a retenti – je ne l'ai pas entendue, j'étais encore trop loin. Bien qu'on ait tous été choqués, je ne peux pas dire que je ne craignais pas que cela puisse arriver. Nous sommes en état de crise dans nos bureaux; nous restons là, à surveiller la situation, à coordonner les Etats membres. C'est pour ça que j'ai pris l'initiative de demander la convocation de la réunion extraordinaire des ministres de l'Intérieur.

A-t-elle vraiment été utile?

Elle a été très utile parce que nous avons mis chacun en face de ses responsabilités. Je dois le dire: jusqu'à présent, les Etats membres, malgré leur bonne volonté, n'ont pas appris à coopérer, à échanger leurs informations. C'est essentiel pour mieux prédire certains événements et peut-être les empêcher. Mais je veux être très pragmatique: il n'est pas facile de faire face à cette situation. On n'a pas

en face de nous un ennemi déclaré. Il est fondamental de traiter les racines de ce que nous vivons. Oui, c'est une attaque contre nos valeurs, nos modes de vie, notre civilisation. Mais nous ne pouvons pas nous contenter de déclarer notre opposition à ce nouveau mode de pensée. Cela ne donne pas de résultats tangibles. Les politiques d'intégration sont remises en cause. Pourquoi tous ces jeunes gens ont-ils décidé de

se suicider et de tourner leurs armes contre le pays qui leur a offert nourriture, toit, éducation. C'est la grande question. Qui interdit d'ailleurs de faire des amalgames entre les migrants et les terroristes.

Vous avez dit être sorti de la réunion des ministres de l'Intérieur plus satisfait que vous y êtes entré. Pourtant, il y a toutes les raisons d'être sceptiques: le plan n'a pas changé et il n'est toujours pas appliqué...
Aujourd'hui, tous les représentants des Etats membres sont sortis déterminés. Je suis sûr que les prochaines étapes seront une meilleure coordination et des échanges d'informations qui sont d'une importance capitale.

Mais l'unité était la même après les attaques de Paris...

Ce n'est pas pareil. Le paysage est le même, mais les conditions ont changé. C'est le moment de mettre en œuvre ce qui a été préparé au cours de ces derniers mois. Nous avons adopté un agenda de sécurité commun qui n'existait pas avant, nous avons un réseau de déradicalisation qui est opérationnel, nous avons des outils entre les mains. C'est le moment de renforcer Europol. Mais de l'autre côté, tous les Etats membres ont accepté notre proposition de mieux coopérer: on ne peut rien sans échange d'informations. On a avancé, on n'est plus dans la situation de l'après-«Charlie Hebdo».

Nous avons aussi envoyé un message aux autres institutions: il faut mettre en œuvre le PNR (Passenger Name Record, que le Parlement européen n'a pas encore adopté, NDLR), nos propositions sur les frontières intelligentes, les armes à feu. En Belgique, vous pouvez trouver une arme à feu à 100 ou 200 euros. Le marché est en Europe, dans des pays des Balkans orientaux, nous le savons, nous coopérons avec eux.

Tout est sur la table, selon vous. Ce n'est donc pas le moment d'être plus ambi-

teux, en créant par exemple une agence de renseignement européenne?

Les outils sont là. Il faudrait penser à la création d'un mécanisme de renseignement européen. Beaucoup de gens partagent ce point de vue. Mais c'est encore tôt. Car cela dépend des Etats membres. J'ai été ministre moi-même, je sais comment les responsables politiques nationaux pensent: ils donnent la priorité aux soi-disant intérêts nationaux. Nous, la Commission, sommes là pour mettre chacun devant ses responsabilités. La précondition essentielle à tout ce dont nous avons parlé, c'est la confiance. Les Etats membres doivent avoir confiance les uns en les autres et avoir confiance dans les institutions. Nous sommes tous dans le même bateau.

Les mesures décidées doivent être mises en œuvre tout de suite, mais il semble impossible de mettre cela dans un calendrier.

Ça doit être fait immédiatement. Les ministres sont d'accord, les grands groupes politiques au Parlement nous soutiennent. On l'a fait pour la politique migratoire, on le fait pour les politiques de sécurité. C'est le moment pour chacun de prendre ses responsabilités et de commencer à mettre en œuvre les décisions prises.

Les attaques terroristes n'interfèrent-elles pas, justement, avec l'agenda migratoire: le gouvernement polonais a réagi aux attaques de Bruxelles en disant qu'il n'accepterait plus de migrants. Certains gouvernements font le lien entre les deux...
Pas tous. C'est une approche totalement erronée. Faire l'amalgame entre le terrorisme et la migration relève plus de la superstition politique que de la réalité.

Et rappelons que tous ces pays, dans leur passé récent, ont vécu des crises de réfugiés: des centaines de milliers de personnes ont fui ces pays pendant les temps difficiles du régime communiste. Et ils sont ici, en Europe «occidentale». Les interprétations xénophobes sont loin de l'esprit européen.

Mais pensez-vous que le gouvernement polonais s'en laissera convaincre?

Je parle de principes. Nous sommes là pour rappeler quelles sont nos valeurs communes. Et quels sont les engagements que les Etats membres ont pris.

LES PHRASES CLÉS

«Nous ne pouvons pas nous contenter de déclarer notre opposition à ce nouveau mode de pensée. Cela ne donne pas de résultats tangibles.»

«Faire l'amalgame entre le terrorisme et la migration relève plus de la superstition politique que de la réalité.»

«C'est le moment pour chacun de prendre ses responsabilités.»